

MIRBEAU ET LE CURÉ CABIBEL

Deux lettres inconnues de Cabibel à Mirbeau

Au cours de l'année 1878, où Mirbeau, rédacteur en chef de *L'Ariégeois*, a ferrailé pour le compte du *leader* bonapartiste du département de l'Ariège, le baron de Saint-Paul, il a eu notamment des démêlés clochemerlesques avec le curé de la petite commune de Montardit[1], du nom de Cabibel. Cette forte personnalité ecclésiastique — qui pourrait bien, sans qu'on puisse vérifier cette hypothèse, et nonobstant ses opinions opposées, avoir fourni à Mirbeau quelques traits du personnage du recteur de Port-Lançon dans *Le Journal d'une femme de chambre* — présentait l'originalité d'être républicain, quatorze ans avant le "ralliement" à la Troisième République des catholiques de France, à la demande expresse du pape Léon XIII, donc à une époque où l'Église catholique romaine continuait à soutenir la cause perdue des légitimistes et de l'Ordre Moral macmahonien. Il est curieux de noter que les protagonistes de ce combat apparemment dérisoire, qui eut cependant un écho national, combattaient à front renversé : le futur anarchiste et dreyfusard Octave Mirbeau, qui ne cessera plus de vilipender l'alliance du sabre et du goupillon, se faisait alors le défenseur de l'Ordre, de l'Autel et du défunt Empire, cependant qu'un modeste, mais pugnace, curé de campagne soutenait, à ses risques et périls, la jeune République menacée, contre sa propre hiérarchie !

Jusqu'à maintenant on ne connaissait de cette querelle que ce qu'en disait la presse locale de l'époque, et notamment *L'Ariégeois*, dont les textes relatifs à Cabibel ont été publiés par Jean Philippe dans son édition des *Chroniques ariégeoises*[2]. Or voilà que notre amie Ginette Ribère, de Sorède, dans les Pyrénées-Orientales, en fouinant du côté de Saint-Girons en quête des archives de Saint-Paul, a rencontré Mme Claudine Miramont, qui faisait de son côté des recherches sur Cabibel et qui lui a révélé l'existence d'un opuscule publié en juin 1878 par le bouillant abbé. Mme Ribère nous en a gracieusement adressé des photocopies[3] : que ces deux chercheuses amateurs, à qui nous devons cette exhumation, en soient vivement remerciées et chaudement félicitées !

Il s'agit d'une brochure de 48 pages grand format, ambitieusement intitulée *Le Coup de clairon* et qui comporte les noms et adresses des deux co-éditeurs : André Sagnier, de Paris (31 rue Bonaparte) et F. Massip, de Toulouse (2 rue Lafayette), ce qui témoigne de la volonté de dépasser les frontières de l'Ariège. Sur la page de garde, est mise en exergue une citation d'un prêtre du nom de Niel, extraite d'une lettre adressée à l'auteur[4] : "D'où que nous venions à la République, qu'importe ? si nous y venons en prêtres honnêtes et sensés !" Si Cabibel prend le soin d'extraire cette phrase d'une missive reçue d'un confrère, c'est parce qu'il n'est qu'un républicain de fraîche date, comme d'autres curés ralliés pour cause de réalisme politique et de mangeoires convenablement garnies[5] (la République, bonne fille, prenait à sa charge les salaires des prêtres [6]) : légitimiste sous le Second Empire, il craint de se voir accusé d'être une girouette et prend donc les devants. Il cherche surtout à justifier son ralliement par une commune hostilité des légitimistes et des républicains à l'Empire et, localement, au "saint-paulisme", ce qui, à l'en croire, pourrait, le cas échéant, lui valoir de gros ennuis :

Ah ! oui, si l'empire revenait, je risquerais de payer cher mon coup de clairon. Déjà, en effet, Le Pays[7], plein d'une aimable franchise, m'a fait entrevoir les douceurs de Cayenne et de Lambessa [8]. "Ce gaillard-là, dit-il textuellement en parlant de moi, nous paraît être du bois dont on fait les évêques de Cayenne et les protonotaires apostoliques à Lambessa." (p. 6)

Tout auréolé de cette potentielle palme du martyr, Cabibel entreprend le récit de ses mésaventures à destination d'un public plus large que celui de l'Ariège. Tout a commencé, selon

lui, avec la visite, le 5 avril 1878, que le préfet d'Artigues — lui aussi dans le collimateur du *bonaparteux* aux gages de Saint-Paul[9] — a faite dans le canton de Sainte-Croix et la commune de Montardit. D'après le très bref reportage de Jean Sincère[10], du *Journal de l'Ariège*, “ *les autorités l'assurèrent, en quelques mots d'une touchante simplicité, du dévouement des communes rurales à la République*”, ce dont le préfet “ *remercia M. le maire et M. le curé*”, en les assurant, fort platement, “ *que les populations rurales étaient l'objet des généreuses préoccupations du gouvernement*” (p. 8).

Mais dans *L'Ariégeois* du 23 avril, ce sont des propos sonnante étrangement, dans la bouche d'un prêtre, qui sont prêtés au curé de Montardit, lors de l'accueil réservé à d'Artigues : “ *En finissant, monsieur le préfet, permettez-moi de nous féliciter d'avoir été des premiers à lever l'étendard de la révolte.*” Cela lui vaut les commentaires suivants, de l'anonyme rédacteur bonapartiste, qui pourrait bien être Octave Mirbeau *himself* :

Nous n'insistons pas davantage. Il nous suffira d'avoir reproduit ces paroles qui étonneront douloureusement les personnes qui, comme nous, professent le plus profond respect pour le caractère sacré dont ce prêtre est revêtu.

Mais il nous semble que M. d'Artigues avait là une belle occasion de mettre en pratique les étranges théories de sa circulaire “d'ouverture” en priant cet ecclésiastique de vouloir bien se confiner dans son église. (p. 9)

Pour Cabibel, les propos rapportés par *L'Ariégeois* auraient été prononcés “ *en riant*”, et seraient de surcroît quelque peu déformés, puisqu'il se serait contenté de dire : “ *Ici, M. le Préfet, nous sommes des révoltés. Nous avons même été des premiers à lever l'étendard de la révolte*” (p. 10) — ce qui, à vrai dire, ne change pas grand-chose sur le fond. Ayant découvert tardivement l'articulet de *L'Ariégeois*, il demande l'insertion de sa réponse, datée du 4 mai, et obtient satisfaction dans le numéro du 8 mai. Dans cette première lettre ouverte à Mirbeau, rédacteur en chef, il affirme fièrement le droit à la révolte (“ *Contre l'oppression, l'asservissement, le despotisme, la tyrannie, nous sommes et nous serons toujours des révoltés.*”), rappelle la conception purement utilitaire et, à l'occasion, persécutrice, que se font de la religion Napoléon I^{er}, Napoléon III et les bonapartistes, pour qui elle “ *est un instrument de domination et rien de plus*”, et crie sans hésiter “ *Vive la République*”, parce que grâce à elle il a “ *retrouvé la tranquillité*”, après avoir “ *été constamment persécuté sous l'Empire*[11]”.

Dans le commentaire qui suit, Mirbeau ironise sur les persécutions prétendument endurées par le curé à la “ *si petite personnalité*”, et qui “ *n'a pas de plus grand persécuteur que lui-même*[12]”, et prétend être scandalisé de cette glorification de la République, “ *qui s'est toujours montrée l'adversaire acharnée du catholicisme, qui a culbuté ses autels, profané ses églises, massacré ses pontifes*[13]”. Ce commentaire, “ *second coup de pied*” selon Cabibel, incite le bouillant curé à rédiger une nouvelle bafouille, datée du 10 mai et qui paraît le 16 mai dans *Le Journal de l'Ariège*, mais non dans *L'Ariégeois* :

Monsieur le Rédacteur,

Je ne puis laisser sans réponse les réflexions qui suivent ma lettre du 4 mai dans L'Ariégeois du 8.

*Je constate d'abord que, sans doute pour pouvoir faire votre phrase à effet de la petite personnalité, vous me faites dire ce que je n'ai pas dit. Je dis dans ma lettre que j'ai été persécuté **sous** l'empire[14] et non **par** l'empire. Ce n'est pas la même chose.*

Je constate en second lieu que vous ne parlez pas français. Ne vous en déplaise, désolant exemple de scandale n'est ni français, ni latin, ni espagnol, ni grec. C'est comme si vous disiez : désolant scandale d'exemple.

Bref, je fais des vœux ardents pour que ledit désolant exemple de scandale soit très contagieux parmi mes confrères.

J'arrive maintenant à vos colossales affirmations.

Vous me plaignez — merci, monsieur ! — de “glorifier une république qui s’est toujours montrée l’adversaire acharnée du catholicisme, qui a culbuté ses autels, profané ses églises, massacré ses pontifes”.

*Où et quand la **troisième** République a-t-elle commis toutes ces énormités ! Un écrivain sérieux doit savoir ce qu’il dit, ne serait-ce que pour ne pas donner prise à ses adversaires.*

*Je n’ignore pas que certains journalistes républicains, aussi exagérés dans leurs idées que L’Ariégeois dans les siennes, se sont montrés les adversaires acharnés du catholicisme ; mais la **troisième** République n’est, que je sache, l’adversaire d’aucune religion, n’a culbuté aucun autel, profané aucune église, ni massacré personne.*

Vous me faites un crime d’avoir crié : “Vive la République !” Je le crie tous les dimanches dans mon église en chantant : Domine, salvam fac Rempublicam[15].

Vous ajoutez que la République est encore “fumante de Mgr Darboy et de l’abbé Deguerry [16]”.

Cela signifie que, pour vous, la Commune et la République, c’est absolument la même chose. Pour moi, non.

Du reste, on n’est pas bien venu à parler de massacres et de sang quand on a le crime du coup d’État sur la conscience.

Quant à l’empire, il a, lui, à se laver de bien des taches et à se faire pardonner bien des désastres. Je doute qu’il parvienne à se laver et que la France lui pardonne.

L’Ariégeois fait bien, pour sa part, tout ce qu’il peut pour entretenir le feu sacré, mais la ferveur des fidèles diminue de jour en jour. Tant mieux ! La devise de tout bon Français doit être désormais celle-ci : Tout, plutôt que l’empire !

Avant de terminer, permettez-moi, monsieur, de vous féliciter d’être presque un grand personnage. On me dit, en effet, qu’il ne vous manque qu’un a à votre nom pour en faire Mirabeau [17]. Mes compliments...

En vertu de mes droits, je vous prie d’insérer cette seconde lettre dans le prochain numéro de L’Ariégeois.

Recevez, monsieur le rédacteur, mes salutations respectueuses.

J. CABIBEL, curé de Montardit. (pp. 15-16)

À la suite de cette lettre, à en croire le curé de Montardit, Mirbeau a composé “péniblement” ce qu’il nomme, non sans humour, “un tissu de niaiseries, véritable pot-pourri d’écrivain clérico-badinguiste” (p. 16), mais qu’il n’a garde de reproduire[18]. Cabibel y est accusé d’avoir jadis rédigé des articles où il ne “ménageai[t] pas [s]on monde républicain”. Force lui est alors de reconnaître que, sous le pseudonyme de Pic de la Mirandole, qui manque quelque peu de modestie, il a en effet lancé naguère des appels au prétendant légitimiste Henri V, dont il croyait le retour proche, dans les colonnes d’un journal de Foix, disparu depuis, *Le Conservateur*, et qu’il n’était alors pas “tendre pour la République”. Mais il s’empresse de banaliser cette production légitimiste en l’expliquant à ses lecteurs par le grégarisme de tout un chacun : “Il s’agissait alors de faire arriver le Roy et je poussais à la roue, comme les autres” (p. 17). Malheureusement le Roy n’est pas venu, et la restauration de “la Royauté légitime” apparaît, “sinon impossible, au moins improbable”, de sorte qu’il est bien obligé d’accepter “franchement et loyalement le gouvernement de [son] pays”. Cette explication fournie, il reproduit sa troisième lettre à Mirbeau, datée du 24 mai 1878 et que le rédacteur en chef de *L’Ariégeois* accepte de publier le 29 mai :

Monsieur le Rédacteur,

Vous n'avez pas eu le courage de reproduire ma seconde lettre, et, abandonnant le terrain d'une discussion loyale et sérieuse, L'Ariégeois, battu et pas content, se rabat aujourd'hui sur des personnalités.

Je constate d'abord que vous avez mis douze jours à composer ce tissu de niaiseries qui ne font rien dans la question et qui ne prouvent rien. Je ne vous suivrai pas sur ce terrain et je ne veux noter ici que ce qui peut intéresser le public, juge en dernier ressort de la lutte engagée entre vous et moi.

Vous dites, je cite vos propres paroles, que "je me fais octroyer des réclames malsaines" par la presse républicaine.

Je déclare ici formellement que je n'ai adressé mes deux premières lettres qu'à L'Ariégeois et au Journal de l'Ariège. Si tous les journaux de Paris et de la province les ont reproduites[19], cela ne prouve pas précisément en votre faveur. Ont-ils reproduit une seule ligne de vos articles ?

J'ai reçu et je reçois encore tous les jours de nombreuses félicitations de tous les points de la France et même de l'Algérie. En avez-vous reçu une seule ?

La France, désormais maîtresse de ses destinées, ne veut plus de vous, c'est évident. Elle vous renie, c'est évident encore. Cela vous irrite et vous agace, c'est de plus en plus évident, et cela vous porte à vous jeter dans les personnalités. Mais l'irritation, la colère et les personnalités ne sont pas des raisons. Or, il reste acquis que vous n'avez pas détruit une seule de mes affirmations, ni réfuté un seul de mes arguments. Les esprits impartiaux et non aveuglés par la haine et le parti pris en concluront que vous avez tort et que j'ai raison.

En terminant sa tartine, l'écrivain masqué de L'Ariégeois me donne des conseils. — Merci, brave homme, Dieu vous le rende ! — Et le vaillant Ariégeois m'engage à en rester là.

Mais, Ariégeois que vous êtes, est-ce moi qui ai commencé ? N'est-ce pas de vos bureaux qu'est parti le premier coup, dirigé contre moi ?

Enfin, vous donnez, comme une bonne fortune, un entrefilet du Pays[20], où il est dit que, il y a une quinzaine d'années, j'ai reçu un subside de 800 ou 1 000 fr. de l'impératrice.

Je le nie formellement et j'affirme que je n'ai jamais reçu un centime de ladite impératrice. Le Pays est tombé dans un piège ; quelqu'un lui a joué ce mauvais tour.

C'est fâcheux pour Le Pays et pour vous, mais c'est comme ça.

Ayant maintenant la preuve que je ne peux pas compter sur votre loyauté, je vous requiers d'insérer cette lettre dans le plus prochain numéro de L'Ariégeois.

Recevez, monsieur le Rédacteur, mes salutations respectueuses.

*J. CABIBEL,
curé de Montardit. (pp. 18-20)*

Dans sa réponse au *Pays*, datée également du 24 mai, Cabibel ironise sur les propos du signataire de l'article fielleux, Albert Rogat, retournant à l'envoyeur son jeu sur les noms propres (Rogat lui fait penser à Rogaton) et en arrive au fond de l'affaire et à l'enjeu de la bataille en cours :

Il s'agit de ce régime néfaste qui par deux fois a attiré sur notre malheureuse patrie d'immenses désastres. Ce régime, la France le répudie et vous savez que, si le clergé vous échappe et adhère à la République, l'empire est définitivement enterré et la République définitivement fondée. Voilà pourquoi vous jetez les hauts cris. Eh bien ! criez. Vos cris ne réveilleront pas ce qui est mort et bien mort. (p. 24)

Dans son commentaire à sa propre lettre, Cabibel ajoute :

Oui, si le clergé en masse fait acte d'adhésion à la République, c'est fini pour le régime déchu ; l'ère des révolutions est fermée et le calme est rendu à la France pour longtemps. [...] La France, instruite à l'école du malheur, et encore saignante et mutilée, repousse maintenant l'empire avec indignation, et le clergé a de trop bonnes raisons pour ne pas en faire autant. Pourquoi d'ailleurs s'attacher à un homme ? Souvenons-nous que nous sommes Français et considérons la France avant tout ; considérons la grande famille française dont nous faisons nous-mêmes partie, et si les institutions républicaines assurent le bonheur de la patrie commune, rallions-nous franchement et sincèrement à ces institutions. "Cela produirait un grand apaisement dans l'opinion publique", dit La République française, et à partir de ce moment "le clergé n'aurait pas en France un seul ennemi", dit à son tour Le XIX^e siècle. (pp. 25-26)

Ces citations permettent de mieux saisir l'enjeu de ces querelles locales qui peuvent sembler dérisoires. Il est double :

- D'une part, il s'agit de déterminer la forme institutionnelle de l'État français (Empire, République ou Monarchie), qui est en débat depuis presque huit ans. Dans *L'Ordre*, les bonapartistes n'ont eu de cesse d'en appeler au peuple pour qu'il se prononce, dans un *referendum*, persuadés — du moins affectaient-ils de l'être — que l'Empire ne manquerait pas d'être restauré dans les urnes. Mais cette espérance, qui n'avait rien d'aberrant en 1874, quand nombre de bonapartistes ont été élus à l'occasion de partielles, s'est bien effilochée au fil des ans : ils sont désormais divisés en deux branches, et certains commencent à envisager leur ralliement à la république.

- D'autre part et surtout, dans la mesure où il semble avoir déjà été répondu à la première question et où, en l'absence de possibilité crédible de rétablissement de l'Empire et de restauration monarchique (*"Henri V a perdu une occasion unique, et en politique une occasion perdue ne se présente guère plus"*, reconnaît Cabibel, p. 25), la République a l'air d'être solidement implantée, il s'agit de déterminer l'orientation du nouveau régime. Doit-il être dans la continuité de la Révolution, s'engager dans des transformations en profondeur et considérer le clergé comme un ennemi à combattre et à abattre (*"Le cléricalisme, voilà l'ennemi"*, proclamait Gambetta, largement dépassé depuis sur sa gauche) ? Ou bien, au contraire, la République doit-elle devenir un facteur d'ordre et de stabilité et, pour cela, s'appuyer sur le clergé ? Un bonapartiste conservateur tel qu'Edgar Raoul-Duval, député du Vaudreuil (Eure) et ami de Dugué de la Fauconnerie, l'ancien patron de Mirbeau qui ne tardera plus guère à le suivre, a déjà franchi le pas et s'est rallié à la République conservatrice, ce qui lui vaut les foudres du *Pays*, pour qui il est un traître[21]. Face au problème posé, le principe de réalité amène nombre de politiciens à virer de bord, chacun des anciens camps en présence se divise, de nouvelles alliances se profilent, et on assiste à une redistribution des cartes. Certains des légitimistes, jugeant toute restauration monarchiste impossible, se rallient à la République, à l'instar de Cabibel, trois ans après les orléanistes[22], pour mieux empêcher le retour de l'Empire, considéré comme l'ennemi principal ; parmi les bonapartistes, les réalistes, soucieux du maintien de l'ordre avant toute chose, comme Raoul-Duval, abandonnent tout projet de retour à l'Empire, jugé chimérique ; quant aux républicains, ils se divisent entre progressistes et conservateurs (sans parler des révolutionnaires, qui en appellent à "la Sociale"), mais ils savent se retrouver unis provisoirement devant les électeurs — ce qu'on appelle, depuis 1877, "la discipline républicaine" — quand il s'agit de faire face aux menaces de restauration et au danger de l'union des droites, comme ils l'ont fait après le coup du 16 mai 1877.

Pour chacun des camps en présence, le positionnement du clergé est très important, dans un pays resté majoritairement catholique et où l'emprise de l'Église de Rome est encore très forte — ce qui ne manque pas de susciter une violente opposition anticléricale à l'extrême gauche de l'échiquier politique. Aussi *Le XIX^e siècle*, le quotidien d'Edmond About, républicain modéré mais anticléric, se réjouit-il d'avoir enfin trouvé, en Cabibel, la perle rare qu'il avait vainement cherchée jusqu'alors "dans le clergé français" : "un prêtre intelligent qui ait le courage de ses

opinions ” et qui donne un exemple à suivre à ses “ *confrères de la prêtrise* ” et à ses “ *supérieurs de l’épiscopat* [23]”. De fait, *Le Coup de clairon* se termine par un *Appel au clergé*, qui propose aux républicains raisonnables et respectueux de la religion un mariage de raison entre le clergé et la nation et le ralliement d’une bonne partie du clergé pour assurer “ *la tranquillité publique* ”, c’est-à-dire l’ordre social établi :

Vous venez d’entendre, vénérés confrères, le cri d’un cœur qui aime la France, mais dans lequel l’amour de la France ne se sépare pas de celui de la religion. Cette religion, malgré les attaques dont elle est parfois l’objet, tout le monde la veut. Et quand je dis tout le monde, je n’excepte pas les républicains. Ce que les républicains ne veulent pas, c’est que le clergé domine sur la société civile dans les questions politiques. devons-nous désirer et vouloir cette domination ? Je répons carrément : Non. Nous savons d’ailleurs que les autres régimes ne sont pas moins chatouilleux que la République à cet endroit.

Je crois que si le clergé se renferme dans ses attributions et cesse de se montrer hostile aux institutions actuelles de la France, toutes les hostilités cesseront immédiatement contre lui.

Je crois aussi qu’il résulterait un grand bien pour la tranquillité publique de l’union du clergé avec la nation, et je crois que cette union peut se réaliser sous la République aussi bien et mieux que sous toute autre forme de gouvernement.

Telles sont mes convictions.

Vous tous donc, vénérés confrères, qui dans votre âme et conscience partagez mes idées, ne tenez pas votre opinion sous le boisseau, mais montrez-la au grand jour. Nous prouverons ainsi au monde que le prêtre n’est pas, comme on se plaît à le dire, l’ennemi de son pays, et qu’il sait allier ses devoirs de ministre d’une religion de paix avec ses devoirs de citoyen français. (p. 45)

On comprend mieux dès lors l’arrière-plan des polémiques ariégeoises et le délicat positionnement du pisse-copie à gages qu’est alors le jeune Octave Mirbeau, tiré à hue et à dia. Il travaille pour les bonapartistes, qui n’ont de chances de préserver leur emprise sur les populations rurales qu’à condition de conserver de nombreux appuis dans le clergé[24] : Cabibel constitue donc pour eux un très mauvais exemple à combattre et à discréditer à tout prix, fût-ce en demandant à l’évêque de Pamiers de le sanctionner, comme le fait *Le Pays*[25]. Mais, par ailleurs, comme le révèlent ses lettres de jeunesse à Alfred Bansard, où il se proclamait “ *fils de la Révolution* ” et radicalement hostile à l’Empire et à toutes les formes de monarchie[26], il est en révolte contre l’ordre social, et, comme en témoignent les éditoriaux de *L’Ordre de Paris* rédigés pour le compte de Dugué de la Fauconnerie[27], il tente de donner du bonapartisme une image progressiste et populiste qui s’est révélée électoralement payante. Obligé, de par sa condition de “ *prolétaire de Lettres* [28] ”, à un perpétuel grand écart entre ses convictions profondes et les contraintes de son gagne-pain, il s’en sort, dans *L’Ariégeois* du 5 juin 1878 — soit en plein dans sa querelle avec Cabibel — par cette formule étonnante, mais révélatrice : “ *L’Empire était la Révolution qui continuait, mais la Révolution domptée, assouplie par la cravache de l’autorité*[29].” À l’en croire, l’Empire serait donc l’heureuse synthèse, souhaitée par Auguste Comte, de l’Ordre et du Progrès : le Progrès social rendu possible par la Révolution, dont il convient donc de poursuivre l’œuvre, et l’Ordre, sans lequel ce serait l’anarchie, seule alternative effective au bonapartisme selon *L’Ordre*, qui interdirait tout progrès réel, comme n’ont cessé de le répéter les éditoriaux du quotidien de l’Appel au Peuple. Envisagé sous cet angle, un curé légitimiste rallié à la République conservatrice, tel que Cabibel, est un adversaire du Progrès, qu’il convient donc de démasquer, voire de réduire au silence...

L’ennui, pour la bonne conscience de l’employé du baron de Saint-Paul, c’est que le saint-paulisme représente, à l’égal de Cassagnac et du *Pays*, une tendance particulièrement réactionnaire

du bonapartisme. De sorte que, pour combattre cet original de curé républicain, le journaliste stipendié en vient à recourir à de drôles d'arguments sous la plume d'un partisan affiché de la Révolution à poursuivre. On peut certes comprendre son refus de publier désormais “ *un traître mot* ” de sa “ *prose républicaine* ”, comme l'écrit *L'Ariégeois* du 29 mai, dans la mesure où le journal n'y est aucunement obligé. Mais que penser de l'appel lancé à “ *la justice religieuse* ”, après la justice impériale, pour qu'elle inflige à l'impénitent curé des “ *corrections méritées*” [30] ? Et, dans le registre de la cocasserie, des étranges accusations d'ordre religieux qui ont suivi la publication du *Coup de clairon* ?

Le 13 juillet, Cabibel est en effet pris à parti par *L'Ariégeois* pour n'avoir pas “ *voulu faire à Montardit de procession extérieure, le jour de la Fête-Dieu*” [31], sous le prétexte que ces processions seraient contraires à la loi”. Controvérsée ou non — Cabibel dément le 17 juillet, mais d'une façon telle que Mirbeau, dans son commentaire du 24 juillet, décèle un aveu dans l'épître du prêtre —, cette accusation ne manque pas d'étonner sous la plume de celui qui ne voyait, généralement, dans la religion catholique qu'une “ *Arlequinade constituée* ” et, plus précisément, dans “ *la procession de la Fête-Dieu* ”, que des “ *Saturnales* ” et des “ *oripeaux de Mardi-Gras* ”, assimilés à “ *tout ce qui peut sortir de plus grotesquement bête de la cervelle étique d'un Arlequin de sacristie*” [32], et qui comparait un curé de campagne à un “ *pensionnaires patenté de Charenton* ” [33] ?

Cependant que le prêtre goguenard parie mille francs que le journaliste l'a calomnié, Mirbeau est prêt pour sa part à en aligner dix mille... mais il ne semble pas que cette proposition ait eu de suite. Toujours est-il que Cabibel, qui n'est pas à court d'imagination pour ridiculiser ses adversaires, rêve, en guise de vengeance, d'une “ *comédie palpitante* ” au “ *titre alléchant* ” : *Rogat, grand inquisiteur, avec Mirbeau pour premier aide*, pour la confection de laquelle il fait carrément appel à... Molière, qui n'en peut mais :

Vous nous monteriez Rogat et Mirbeau, armés des instruments de torture de l'ancien temps et rouant de coups tous ceux qui auraient la criminelle audace de ne pas être de leur avis. Ce serait le premier tableau.

Dans le second tableau, vous nous présenteriez le même Rogat et le même Mirbeau, avec un chargement de bâillons, et bâillonnant impitoyablement tous les prêtres qui oseraient se dire républicains.

Enfin le troisième tableau nous montrerait Rogat habillé en don Quichotte et Mirbeau en Sancho Pança, et amenant triomphalement tous ces roués et tous ces bâillonnés à leur Dulcinée de là-bas... (pp. 31-32)

Pour sa part, le tortionnaire Mirbeau met fin à la polémique avec “ *ce prêtre de carnaval, [...] qui secoue en l'air sa soutane comme une guenille révolutionnaire*” [34], sur un ton particulièrement méprisant :

Mais en voilà assez avec le Cabibel. J'ai surmonté mon dégoût pour lui adresser cette dernière réponse. Cabibel peut écrire ce qu'il lui plaira, il peut battre du tambour, sonner de la trompette, jouer du clairon, de la flûte ou de la clarinette. Peu m'en chaut. Il a des journaux, peu difficiles en matière de relations, qui inséreront toute la prose qu'il voudra [35]. *Nous ne nous commettrons plus désormais en si méprisable compagnie* [36].

Il est vrai que, dans une lettre non reproduite, mais dont on devine le contenu par la réponse du polémiste, le curé lui a reproché d'être un insulteur public et lui a demandé d'où il vient et qui il est vraiment. Questions ô combien pertinentes, certes, mais qui lui valent d'être aussitôt

disqualifié...

L'épisode Cabibel n'est évidemment pas de ceux qui honorent le grand écrivain, obligé de se frayer sans vergogne son chemin, à travers le maquis de la politicaillerie provinciale, et de slalomer difficilement entre les diktats de ses patrons successifs et les exigences de sa conscience. Mais on peut prendre le parti de rire de cette picrocholine guéguerre, tant les accusations des protagonistes sont saugrenues et de peu de conséquence, et trouver du plaisir à voir le journaliste stipendié exercer sa verve et faire ses armes, en même temps que ses preuves, sur le dos d'un pauvre curé de campagne à la forte personnalité, qui a du répondant et sait se trouver des alliés de poids. On peut aussi et surtout, au-delà du microcosme ariégeois, se faire une plus juste idée de la bataille institutionnelle en cours à la fin des années 1870 et des recompositions politiques qui s'y lisent en filigrane.

Pierre MICHEL

[1] Montardit est situé dans le canton de Sainte-Croix, où se trouve le fief du baron de Saint-Paul., employeur de Mirbeau à l'époque. Le château de Poudelay, où vivait Saint-Paul, est situé sur la commune de Fabas. Il est aujourd'hui transformé en hôtel de luxe (information fournie par Ginette Ribère).

[2] Octave Mirbeau, *Chroniques ariégeoises*, L'Agasse éditeur, 09000 Labarre. Sur Cabibel, voir pp. 59-69. L'affaire était déjà brièvement évoquée dans la biographie d'*Octave Mirbeau, l'imprécauteur au cœur fidèle*, par Pierre Michel et Jean-François Nivet, Librairie Séguier, 1990, pp. 118-119.

[3] Le texte intégral de la brochure de Cabibel est consultable dans le Fonds Mirbeau de la Bibliothèque Universitaire d'Angers.

[4] Dans le chapitre XIV de son opusculé, Cabibel cite des extraits de lettres de félicitations de catholiques et de quelques (rares) curés républicains.

[5] Pour l'abbé Jules, les prêtres ne songent qu'à s'empiffrer et à s'engraisser aux frais des fidèles : “ *Et c'est vous qui représentez le christianisme, avec vos mufles de bêtes à l'engrais, vous qui ne pouvez rien comprendre à son œuvre sublime de rédemption humaine, ni à sa grande mission d'amour... Cela fait rire et cela fait pleurer aussi !... Une âme naît, et c'est dix francs... Une âme meurt, et c'est dix francs encore... Et le Christ n'est mort que pour vous permettre, n'est-ce pas, de creuser la fente d'une tirelire dans le mystère de son tabernacle et de changer le ciboire en sébile de mendiant...* ” (*Œuvre romanesque* de Mirbeau, Buchet/Chastel – Société Octave Mirbeau, tome I, 2000, p. 415). Mirbeau dénoncera ce racket des prêtres, et notamment des recteurs bretons, dans plusieurs de ses *Contes cruels*, notamment “ Monsieur le Recteur ” et “ Un baptême ” (*Contes cruels*, Les Belles Lettres, 2000, tome II, pp. 236-240 et 256-261).

[6] À la fin de son opusculé, Cabibel réclame à la République “ *l'abolition du casuel, qui est une source de désagréments pour les ministres de la religion et de plaintes de la part des populations, et son remplacement par un traitement fixe qui permît aux membres du clergé de vivre honorablement* ” (p. 36).

[7] C'est le journal du bonapartiste clérical Granier de Cassagnac.

[8] Lambessa, dans la région de Constantine, en Algérie, était célèbre pour son pénitencier, où le Second Empire avait relégué nombre de ses opposants politiques.

[9] Mirbeau l'accuse notamment, dans *L'Ariégeois*, d'avoir déserté son poste de sous-préfet de Soissons, trois jours avant l'arrivée des Prussiens, en septembre 1870. Voir les *Chroniques ariégeoises*, pp. 35-58.

[10] Pour Mirbeau, Jean Sincère est le pseudonyme du préfet de Saint-Girons, Bouillard. Voir les *Chroniques ariégeoises*, pp. 82-89.

[11] Le texte complet de la lettre est reproduit dans les *Chroniques ariégeoises*, pp. 60-61.

[12] Dans son *Coup de clairon*, Cabibel réplique qu'il a été persécuté pendant dix-huit ans "par une sorte de mandarin chinois qui remplissait les fonctions de maire" et espionné en permanence par "un agent femelle", qui "touchait annuellement 600 francs du gouvernement pour son vil métier d'espion" (p. 12).

[13] *Ibid.*, p. 61.

[14] Cabibel ne met pas de majuscule au mot "Empire".

[15] "Seigneur, sauve la République !"

[16] Georges Darboy (1813-1871), archevêque de Paris, et Gaspard Deguerry (1797-1871), prédicateur à succès, faisaient partie des otages fusillés le 24 mai 1871 par la Commune, au début de la Semaine Sanglante.

[17] En note, Cabibel précise, pour ceux qui l'ignoraient, que "le rédacteur de *L'Ariégeois* s'appelle Mirbeau".

[18] Mirbeau y écrit notamment, le 22 mai, que les républicains ont désormais pour la religion "des tendresses de loup", faisant allusion au républicain Sentenac, candidat contre Saint-Paul lors de l'élection partielle de Saint-Girons, le 7 juillet suivant, qui fait étalage de ses "principes religieux"; et il soupçonne Cabibel, qui répond à cette accusation, de se faire indûment de la réclame grâce à la presse républicaine qui a reproduit sa lettre précédente. Ce texte n'est pas reproduit dans les *Chroniques ariégeoises*.

[19] Cabibel a cité les titres de 21 journaux, parmi lesquels *Le Gaulois*, *Le Pays*, *La République française*, *Le Rappel*, *Le XIX^e siècle* et *L'Indépendance belge* (p. 5). *Le Gaulois* et *Le Pays* sont des quotidiens bonapartistes, *La République française*, *Le Rappel* et *Le XIX^e siècle* des quotidiens républicains.

[20] Dans le numéro du 20 mai, dans un article signé A. R. (Albert Rogat), *Le Pays* prétendait que l'impératrice Eugénie avait accordé 800 ou 1 000 francs à Cabibel, qui l'avait sollicitée, "sous prétexte, soit de restaurer son église, soit d'acheter des ornements sacerdotaux", et il ajoutait ce commentaire perfide: "Le respect que nous portons au caractère sacré dont est investi le curé de Montardit retient notre plume et nous empêche de qualifier sa conduite comme elle le mérite" (p. 21).

[21] Dans son article du 20 mai, Albert Rogat écrivait que Cabibel "criait "Vive la République !" comme le premier Raoul-Duval venu."

[22] Les orléanistes ont accepté le mot de "République" lors de l'adoption de l'amendement Wallon, le 30 janvier 1875, à une voix de majorité. En échange de leur ralliement à la République conservatrice, ils ont obtenu une garantie de poids: la création d'une deuxième assemblée législative, le Sénat, élu au suffrage restreint et où siègeraient 75 élus inamovibles, élus par la Chambre (loi du 24 février 1875).

[23] Cité par Cabibel, *Le Coup de clairon*, p. 34.

[24] Cabibel l'a parfaitement compris: "La tactique de l'empire est bien simple; la voici:

Les gens de l'empire savent que le clergé exerce une certaine influence sur les populations. Sachant cela, ils la cajolent pour arriver. Puis, quand on est maître de la situation, ce n'est plus ça. Alors on vous fourre du gendarme et des espions partout "... (p. 27)

[25] Rogat écrit ainsi : “ [...] je prends la liberté de recommander l'honorable Cabibel, curé de Montardit, à toute la sollicitude de Monseigneur l'évêque de Pamiers. Je suppose que Sa grandeur est en situation de réfréner le débordement de bile et de républicanisme d'un prêtre qui me paraît aussi ardent que saint Jérôme, mais moins capable que le grand saint de régler ses ardeurs. ”

[26] Voir sa lettre à Alfred Bansard de la mi-décembre 1867 (*Correspondance générale* d'Octave Mirbeau, L'Âge d'Homme, 2003, t. I, p. 110).

[27] Voir notre communication “ Mirbeau et l'Empire ” dans les Actes du colloque d'Azay-le-Ferron *L'Idée impériale en Europe (1870-1914)*, dans *Littérature et Nation*, université de Tours, n° 13, 1994, pp. 19-41.

[28] Rappelons que cette expression apparaît dans *Les Grimaces* du 15 décembre 1883. Mirbeau y appelle ses frères de chaîne à se dresser “ *contre l'infâme capital littéraire* ”.

[29] Lettre à Édouard Descola, reproduite dans la *Correspondance générale* de Mirbeau, t. I, p. 215.

[30] *Chroniques ariégeoises*, p. 64.

[31] La Fête-Dieu a été instaurée par l'Église romaine en 1264. Son but était d'honorer la présence “ *réelle* ” du corps du Christ au cours de l'Eucharistie. Elle était célébrée, en France, le dimanche qui suit l'octave de la Pentecôte. Sur cet épisode, voir les *Chroniques ariégeoises*, pp. 62-69.

[32] Lettre à Alfred Bansard du 3 juin 1869 (*Correspondance générale*, t. I, p. 140).

[33] Lettre à Alfred Bansard du 1^{er} juin 1867 (*Correspondance générale*, t. I, p. 89).

[34] *Chroniques ariégeoises*, p. 63.

[35] Dans le chapitre XIII du *Coup de clairon*, Cabibel cite des extraits de *La République française*, du *XIX^e siècle* et de *La Presse*. Mais il prétend que “ *toute la presse républicaine de Paris et de la province, à très peu d'exceptions près, a reproduit [ses] lettres* ” (p. 32).

[36] *Chroniques ariégeoises*, p. 69.